

Nous croyons que lorsque les opinions d'hommes éminents qui ont occupé les plus hauts rangs, dans l'Empire Britannique, se sont manifestées ouvertement sur des sujets d'une grande importance, ces opinions ont droit au plus grand respect, et nous nous sommes toujours fait un devoir de les envisager sous ce point de vue. L'intérêt personnel et l'esprit de parti peuvent influencer beaucoup sur les individus, mais il serait injuste et peu généreux pour nous de supposer que des hommes que le gouvernement de l'empire le plus glorieux du monde a honorés d'emplois, pussent oublier leur pays, leur honneur et leur devoir assez pour se laisser gouverner entièrement par des vues d'intérêt personnel et de parti, et pour agir contre leur propre conviction et jugement pour avancer ces vues. Nous sommes porté à faire ces remarques à cette époque particulière où l'on parle tant contre le peu de protection que l'on donne à l'encouragement de l'agriculture Canadienne, et où il est probable que l'on fera des efforts à la prochaine session de notre législature pour abréger cette loi. Avant d'aller plus loin, nous rappellerons à nos lecteurs que nous avocassons la protection de l'agriculture contre toute compétition étrangère et cela comme Province de l'Empire Britannique qui a droit à tous les avantages et privilèges que cette qualité nous accorde ; et, ce que nous demandons surtout, c'est que notre agriculture ait la même protection que celle de nos co-sujets des Iles Britanniques. Nous espérons cela comme un droit raisonnable et qui ne peut préjudicier à nos confrères cultivateurs en Angleterre, en Irlande et en Ecosse. Nous choisissons les opinions d'hommes éminents des différents partis libéraux au sujet de la protection de l'agriculture.

Mr. Canning a dit :

“ Je suis pour la protection de l'agriculture ; elle doit être protégée comme l'intérêt primaire de l'Etat.”

Mr. Huskisson, homme très libéral, fait les observations suivantes au sujet de la liberté du commerce.

“ Il y a des bornes qu'il ne serait pas prudent d'outrepasser. Si le principe de la liberté du commerce était mis à exécution dans toute son étendue, il pensait qu'il n'en résulterait pas un avantage suffisant pour indemniser du mal qui arriverait,

si l'on dépendait d'une nation étrangère pour obtenir le nécessaire.”

Le même auteur dans une lettre à ses constituants s'exprime ainsi :

“ Dans les premières dix-huit années de la guerre, nous avons été obligé de payer soixante millions (à des nations dont chacune s'est déclarée notre ennemie dans le cours de cette guerre,) et tout cela pour une très petite quantité de bled ; et après que nous nous fûmes départis pour cet objet de tout notre or et même de tout notre argent, l'Europe entière se liguait contre nous et nous ferma ses ports : et l'Amérique, en y contribuant, mit un embargo sur tous les vaisseaux et commença la guerre.”

Lord Melbourne observe ce qui suit :

“ Nous n'entrerons jamais sur les marchés du Continent, soit que nous rappellions ou non nos lois sur le bled. Les gouvernements ne s'y relâcheront jamais de leurs dispositions prohibitives en notre faveur. L'opinion générale du monde, surtout sur le Continent, est contre la liberté du commerce.”

Nous pourrions citer une quantité d'opinions qui tendent au même but et qu'ont donné sur ce sujet les hommes les plus éminents des Iles Britanniques ; mais nous croyons qu'il est inutile de le faire, vu que ces opinions doivent être bien connues de la plupart de nos lecteurs.

Le Président des Etats-Unis a déclaré, il n'y a pas longtemps :

“ Qu'il ne pouvait y avoir rien de plus insensé et que rien ne pouvait nuire d'avantage aux intérêts d'un pays que de cesser d'encourager les intérêts de l'agriculture, et de ne point cultiver son propre bled pour la consommation de son peuple : c'est un principe qui a été énoncé dans tous les pays, tant anciens que modernes, et ceux de tous les états qui ont le plus protégé l'agriculture sont ceux qui ont le mieux prospéré.”

Mr. Webster, un des hommes les plus éminents de son pays, (les Etats-Unis) a eu plusieurs occasions d'exprimer son opinion en faveur de la protection de l'encouragement de l'agriculture.

L'auteur de “ *The Wealth of Nations*” Adam Smith, quoique beaucoup opposé aux privilèges et au monopole exclusif, dit :

“ Il y a des cas où il est généralement avanta-